



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 12 août 2025

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 19 septembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Action Recyclage

Lieu-dit « Fort Seneret »
86190 Quinçay

Références : 2025 1237UbD16-86 Env86

Code AIOT : 0007207499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 septembre 2025 de la plateforme de transit, regroupement, tri et traitement de déchets exploitée par la société Action Recyclage implantée au lieu-dit « Saint Nicolas » 86440 Migné-Auxances Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Action Recyclage
- Lieu-dit « Saint-Nicolas » 86440 Migné-Auxances
- Code AIOT : 0007207499
- Régime : Enregistrement

L'installation correspond à une plateforme de traitement de déchets inertes et de regroupement de déchets non dangereux non inertes. Elle comporte des casiers de stockage des DIB, métaux et bois, une lagune et réseau de collecte des effluents.

Une partie du site est occupée par la société Véolia (base de vie et stockage de bennes et camions de collecte de déchets).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la visite d'inspection précédente et aux arrêtés de mise en demeure et d'astreinte pris début 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre chronologique des déchets entrants	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1	Amende	1 mois
2	Registre chronologique des déchets sortants	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2	Amende	1 mois
3	Déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement, article R.541-45-I	Amende	1 mois
4	Traçabilité des déchets dangereux et des terres excavées	Code de l'environnement, article R.541-43-1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté ministériel du 06 juin 2018, article 13-II	Amende	1 mois
9	Stockage de verre broyé	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 2	Amende	1 mois
10	Maîtrise des incendies	Arrêté ministériel du 26 mars 2012, article 22-1-II	Demande de justificatif à l'exploitant – Demande d'action corrective	3 mois
12	Gestion de la quantité de déchets	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté ministériel du 06 juin 2018, article 13-I
7	Mise en demeure post-incendie	Arrêté préfectoral du 08 août 2023, article 3
8	Rétention des produits polluants	Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, article 21-I
11	Maîtrise des incendies	Arrêté ministériel du 26 mars 2012, article 25
13	Bruit	Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, article 52
14	Modification d'une installation	Code de l'environnement, article R.512-33

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré la mise en demeure en date du 18 mars 2024 et la visite d'inspection diligentée sur site le 25 octobre 2024 à l'issue de laquelle l'inspection des installations classées a proposé d'accorder à l'exploitant un ultime délai au 31 décembre 2024 afin de se remettre en conformité, il est constaté l'absence de maîtrise de l'installation par l'exploitant concernant la traçabilité des déchets entrants et sortants du site (absence de registre chronologique, non-tenue à jour du registre Trackdéchets pour les déchets dangereux), ainsi que l'absence de procédures de contrôle préalables à l'acceptation de déchets (formulaire d'information et d'acceptation préalables). Le non-respect de ces termes motive une proposition d'amende (montant total de 3 000 €).

En outre, un stock de verre broyé est présent depuis au moins 4 ans sur le site. L'exploitant a acquis un terrain voisin de l'installation afin d'accueillir une usine de valorisation susceptible d'accueillir ce type de déchet. Le projet en est cependant toujours au stade de l'étude économique. Une déclaration au titre des ICPE (rubrique 2791) a en outre été déposée. Les termes de la mise en demeure du 18 mars 2024 n'étant pas respectés malgré l'échéance échue, il est proposé une amende administrative de 2 000 €.

Enfin, un transfert partiel des activités enregistrées au titre des ICPE est envisagé entre l'exploitant Action Recyclage et la société Véolia qui occupe une partie du site. Véolia doit produire, au titre de l'article R. 512-68 du code de l'environnement, une demande de changement d'exploitant pour les rubriques visées. Cependant, il convient de justifier dans le même temps que les installations de chacune des deux entités juridiques répondront aux attendus des arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) correspondants et ne seront pas connexes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre chronologique des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques – suites données à l'inspection précédente
Prescription contrôlée : <i>« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</i><ul style="list-style-type: none"><i>◦ la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</i><i>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</i><ul style="list-style-type: none"><i>◦ la dénomination usuelle du déchet ;</i><i>◦ le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</i><i>◦ s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</i><i>◦ le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</i><i>◦ le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux</i>

- articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 :

« L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes : [...]

- dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - mettre en place un registre chronologique des déchets entrants et sortants, conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ; [...]

Constats :

L'exploitant a contracté avec la société Caktus en vue de l'installation d'un logiciel (Nessy) chargé d'assurer un suivi automatisé des déchets par la pesée au niveau du pont-basculé, basé sur la lecture de plaque des véhicules de transport. L'exploitant compte s'appuyer sur ce dispositif afin d'obtenir un suivi dématérialisé des déchets entrants et sortants de son site.

Le jour de la visite, l'exploitant explique rencontrer des difficultés logistiques avec son prestataire : le logiciel n'étant pas encore raccordé avec le pont bascule.

L'exploitant est en mesure de fournir à l'inspection des installations classées (IIC) des bons de réception par pesée contenant des informations sur la nature et la quantité des déchets, ainsi que des informations concernant l'identité du transporteur.

Néanmoins, les informations contenues dans ces bons sont insuffisantes pour être considérées comme un registre chronologique des déchets entrants ou sortants tels que prévues à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Les termes de la mise en demeure n'étant pas respectés malgré l'échéance échue, il est proposé une amende administrative de 1 000 €.</p> <p>L'exploitant devra se doter d'un registre chronologique intégrant de façon exhaustive les informations listées dans les dispositions réglementaires, dématérialisé ou non, permettant d'assurer une traçabilité de tous les déchets entrants sur site, selon les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Une nouvelle inspection sera diligentée en début d'année 2026 afin d'apprécier les actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Registre chronologique des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques – suites données à l'inspection précédente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Concernant la date de sortie de l'installation : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la date de l'expédition du déchet ; a) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la dénomination usuelle du déchet ; ◦ le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; ◦ s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; ◦ le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; ◦ le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; ◦ la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; c) Concernant l'origine du déchet : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'adresse de l'établissement ; ◦ l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; ◦ la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; ◦ la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; ◦ la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 :

« L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes : [...]

- dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - mettre en place un registre chronologique des déchets entrants et sortants, conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ; [...]

Constats :

Constats identiques à ceux du point de contrôle n°1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les termes de la mise en demeure n'étant pas respectés malgré l'échéance échue, il est proposé une amende administrative telle que fixée au point de contrôle n°1.

L'exploitant devra se doter d'un registre chronologique intégrant de façon exhaustive les informations listées dans les dispositions réglementaires, dématérialisé ou non, permettant d'assurer une traçabilité de tous les déchets sortants du site selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Une nouvelle inspection sera diligentée en début d'année 2026 afin d'apprécier les actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-45-I

Thème(s) : Risques chroniques – suites données à l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

« Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] »

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 :

« L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes : [...]

- dans un délai n'excédant pas 10 jours à compter de la notification du présent arrêté : [...]
 - créer un compte Trackdéchets conformément aux dispositions de l'article R. 541-45 du code de l'environnement ; [...]

Constats :

Les seuls déchets dangereux présents sur le site sont les terres excavées.

L'exploitant dispose dorénavant d'un compte Trackdéchets mais admet ne pas l'utiliser.

La problématique est la même que concernant les registres chronologiques de déchets entrants et sortants, l'exploitant explique l'absence de registre permettant de quantifier et caractériser les déchets dangereux générés par son activité ainsi que l'absence d'émission de bordereau de suivi par les difficultés logistiques qu'il rencontre avec la mise en place du logiciel Nessy.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les termes de la mise en demeure n'étant pas respectés malgré l'échéance échue, il est proposé une amende administrative de 1 000 €.

L'exploitant doit établir des bordereaux électroniques sur le site Trackdéchets pour tous les déchets dangereux gérés ou générés par son activité.

Une nouvelle inspection sera diligentée en début d'année 2026 afin d'apprécier les actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Traçabilité des déchets dangereux et des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-43-1

Thème(s) : Risques chroniques – suites données à l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

Article R. 541-43 :

« I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1. Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;
2. Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;
3. Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
4. Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non

inertes ;

5. Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...] »

Article R. 543-43-1 :

« I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent

accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande. [...] »

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 :

« L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes : [...] »

- dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté : [...]
 - créer un compte au registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS), conformément aux dispositions des articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ; [...] »

Constats :

Le constat est identique à celui du point de contrôle n°3.

Il est à noter que depuis le 1^{er} mai 2025, Trackdéchets est l'unique registre des déchets et inclut dorénavant le registre des terres excavées (ex-RNDTS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, d'ici le 31 décembre 2025 téléverser le registre relatif aux terres excavées (ex RNDTS) dans le logiciel Trackdéchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 06 juin 2018, article 13-I

Thème(s) : Suites données à l'inspection précédente, Admissibilité des déchets

Prescription contrôlée :

« Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. [...] »

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 :

« L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- dans un délai n'excédant pas 10 jours à compter de la notification du présent arrêté :
 - évacuer les déchets d'équipements électriques et électroniques [...] dont la présence n'est pas autorisée sur le site par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2019 susvisé vers une installation autorisée à les recevoir ; [...] »

Constats :

Le jour de l'inspection, il n'est pas relevé sur site la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 06 juin 2018, article 13-II

Thème(s) : Suites données à l'inspection précédente, Procédure d'information préalable

Prescription contrôlée :

« Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. [...]

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable. »

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 :

« L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes : [...]

dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté : [...]

- mettre en place des procédures d'information préalable, d'admission des déchets et de gestion des refus, conformément aux articles 13-I à 13-III de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé [...] »

Constats :

L'exploitant indique que le logiciel Nessy sera à même de générer automatiquement les formulaires d'information (FIP) et d'acceptation (FAP) préalables, d'admission des déchets et de gestion des refus.

Il n'a pas été en mesure de présenter l'un de ces formulaires le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les termes de la mise en demeure n'étant pas respectés malgré l'échéance échue, il est proposé une amende administrative de 1 000 €.

L'exploitant devra mettre en place des procédures d'information préalable, d'admission des déchets et de gestion des refus, dématérialisées ou non.

Une nouvelle inspection sera diligentée en début d'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mise en demeure post-incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 août 2023, article 3
Thème(s) : Suites données à l'inspection précédente, Prévention des incendies
Prescription contrôlée : « L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la notification du présent arrêté : [...]<ul style="list-style-type: none">◦ établir des consignes écrites pour les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution, conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;• dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :<ul style="list-style-type: none">◦ prendre toutes mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel, en justifiant des dispositions prises pour assurer la collecte des eaux incendie (positionnement des avaloirs, dimensionnement et état du réseau, connexion hydraulique au bassin, disponibilité du bassin et disposition prise pour garantir, en toutes circonstances, un volume disponible approprié), conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé. »
Arrêté préfectoral d'astreinte n° 2024-DCPPAT/BE-060 en date du 14 mars 2024, article 1 : « La société Action Recyclage [...] est rendue redevable d'une astreinte dont le montant journalier de 300 (trois cents) euros répond au phasage suivant des actions de remise en conformité jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 8 août 2023 susvisé : <ul style="list-style-type: none">• <i>prendre toutes mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel, en justifiant des dispositions prises pour assurer la collecte des eaux incendie (positionnement des avaloirs, dimensionnement et état du réseau, connexion hydraulique au bassin, disponibilité du bassin et disposition prise pour garantir, en toutes circonstances, un volume disponible approprié) conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé : 150 euros par jour calendaire à compter de la notification du présent arrêté ;</i>• <i>réaliser des consignes écrites pour les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution, conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé : 150 euros par jour calendaire à compter de la notification du présent arrêté. [...] »</i>
Constats : <p>Les travaux relatifs à la mise en rétention des eaux susceptibles d'être polluées ont été finalisés. Le bassin de collecte des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie est vidé à l'aide d'une pompe. Un bouton d'arrêt d'urgence par arrêt coup de poing est localisé au niveau du poste de relevage afin d'empêcher le bassin de se vider en cas d'incendie.</p> <p>Une consigne de lutte contre un départ de feu et de gestion du confinement des eaux d'extinction d'incendie a été présentée à l'inspection des installations classées mais celle-ci n'est pas affichée à proximité du bassin de rétention.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afficher de manière pérenne la consigne relative au confinement des eaux en cas d'incendie à proximité du bassin de rétention. Au vu des actions correctives réalisées, il est proposé de lever l'astreinte du 14 mars 2024, sans recouvrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Rétention des produits polluants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, article 21
Thème(s) : Suites données à l'inspection précédente, pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : « <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <i>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i> <i>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. »
Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 : « <i>L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> ◦ dans un délai n'excédant pas 10 jours à compter de la notification du présent arrêté : [...] <ul style="list-style-type: none"> ▪ mettre en place une rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sol conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ; [...] »
Constats : Le jour de l'inspection, il n'est pas constaté la présence sur site de récipients pouvant contenir des liquides susceptibles de créer une pollution. Une plateforme couverte permet d'entreposer sur une aire étanche les déchets industriels banals (DIB) et déchets d'éléments d'ameublement (DEA).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage de verre broyé

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 2
Thème(s) : Suites données à l'inspection précédente, déchets
Prescription contrôlée : « <i>Au sens du présent arrêté, on entend par : [...]</i> <ul style="list-style-type: none"> • « <i>Installation de stockage de déchets inertes</i> » : installation de dépôt de déchets inertes, à

l'exclusion des installations de dépôt de déchets où :

- *les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ;*
- *les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ;*
- *les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement. »*

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-062 en date du 18 mars 2024, article 2 :

« L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes : [...]

- *dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :*
 - *soit évacuer les déchets de verre broyé vers une installation autorisée à les recevoir dont le stockage (présence sur site plus de trois ans) relève de la rubrique 2760-3, non autorisée par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2019 susvisé ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme ;*
 - *soit déposer un dossier de demande d'enregistrement en préfecture ; l'exploitant dispose de 12 mois pour obtenir la régularisation administrative de cette installation relevant de la rubrique 2760-3 [...]* »

Constats :

Les stocks de verre broyé sont toujours présents sur le site et représentent, selon les dires de l'exploitant, une quantité de 6 000 tonnes. L'exploitant développe toujours un projet d'usine de valorisation de ces déchets sur le terrain voisin acquis à cette fin. Le projet en est cependant au stade de l'étude économique. Une déclaration au titre des ICPE (rubrique 2791 relative au traitement de déchets non dangereux) a en outre été déposée en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les termes de la mise en demeure n'étant pas respectés malgré l'échéance échue, il est proposé une amende administrative de 2 000 €.

Dans l'attente, les déchets devront être stockés de façon à limiter les impacts sur l'environnement (envols de poussière notamment).

Une nouvelle inspection sera diligentée en début d'année 2026 afin d'apprécier les actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 mars 2012, article 22-1-II

Thème(s) : Incendie, risques accidentels

Prescription contrôlée :

« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »

Constats :

Comme disposé par l'article 22-1-II de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2, modifié par arrêté du 6 mai 2025, l'exploitant doit organiser un exercice de défense contre l'incendie qui devra être renouvelé au moins tous les 3 ans.

L'exploitant admet organiser régulièrement des exercices d'évacuation mais pas d'exercices incendie.

Il n'a pas non plus été en mesure de fournir de plan de défense contre l'incendie, dont il estime que la responsabilité de sa mise en œuvre relève de l'entreprise Veolia.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra sous 3 mois organiser un exercice de défense contre l'incendie et transmettre un compte-rendu à l'inspection des installations classées. Le plan de défense contre l'incendie sera communiqué en amont de la réalisation de cet exercice.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 mars 2012, article 25

Thème(s) : Incendie, risques accidentels

Prescription contrôlée :

« Vérification périodique et maintenance des équipements.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. »

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de vérification périodique des matériels de lutte contre l'incendie sur lequel sont recensés notamment l'inventaire des extincteurs et la date de vérification annuelle (la dernière vérification a eu lieu le 19 septembre 2024).</p> <p>Le registre fait également état de la mise en conformité et du remplacement de 3 extincteurs.</p> <p>À la lecture du registre, il n'est pas aisé d'apprécier si tous les extincteurs sont désormais opérationnels et lesquels ont été rebutés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour l'inventaire de ses extincteurs afin d'identifier plus précisément le nombre d'appareils opérationnels.</p> <p>En outre, l'exploitant transmettra le certificat Q4 délivré par l'organisme de contrôle à l'issue de la vérification périodique à mener à court terme.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Gestion de la quantité, de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle GERP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; – la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; – les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. »</p>
<p>Constats :</p>

<p>Les données issues de la déclaration GERE pour l'année 2024 sont incohérentes du point de vue des quantités de déchets :</p> <p>01 04 08 (graviers, pierres) : 2 729 760 tonnes</p> <p>03 03 01 (écorces de bois) : 5 308 759 tonnes production - 3 898 674 tonnes traitement</p> <p>07 02 13 (plastiques) : 163 650 tonnes traitement</p> <p>19 12 01 (papier et carton) : 3 268 582 tonnes</p> <p>19 12 09 (sables, cailloux) : 787 840 tonnes traitement</p> <p>20 02 02 (terres) : 2 083 460 tonnes traitement</p> <p>D'après les documents de traçabilité en sa possession, l'exploitant indique que la quantité de déchets non dangereux admise sur le site en 2024 est équivalente à seulement 36 000 tonnes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le détail corrigé des quantités de déchets non dangereux admis sur son site en 2024, détaillé selon chaque code déchet. Une vigilance est demandée en vue de la prochaine déclaration annuelle pour l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 mars 2012, article 52</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques – Surveillance des émissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</i></p> <p><i>1. Pour les établissements existants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- la fréquence des mesures est annuelle ;</i> <i>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</i> <i>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</i> <p><i>2. Pour les nouvelles installations :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;</i> <i>- puis, la fréquence des mesures est annuelle ;</i> <i>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</i>

<p>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</p> <p>3. Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois et pour lesquelles les distances d'isolement citées à l'article 5 ne sont pas applicables, une campagne de mesures est effectuée le premier mois."</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière étude acoustique a été menée sur le site le 16 avril 2025 en présence d'un concasseur en fonctionnement afin d'être représentatif des sources de bruit émis depuis le site.</p> <p>Le rapport relatif à cette campagne de mesure remis par l'exploitant n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Modification d'une installation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-33</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. - Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle autorisation.</p> <p>II. - Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet :</p> <p>1° Invite l'exploitant à déposer une demande d'enregistrement pour cette modification lorsque celle-ci relève en elle-même de la section 2. La demande est alors instruite selon les dispositions de la sous-section 2 de cette section ;</p> <p>2° Fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31.</p> <p>III. - Les nouvelles autorisations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les demandes initiales. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Véolia a transmis une présentation de leur projet de demande de transfert partiel des activités enregistrées sur le site pour le compte de l'entreprise Veolia Cette entreprise est déjà implantée sur site mais la séparation entre les deux entités n'est pas physiquement ni administrativement effective.</p> <p>L'enregistrement actuel de la société Action Recyclage porte sur les rubriques 2515-1, 2517-1, 2710-</p>

2, 2714-1, 2713-2, 5716-2 et 2791.

La demande repose sur le transfert des activités 2714-1, 2713-2, 2716-2 et 2791 à la société Véolia.

L'activité 2710-2 serait, elle, réparties entre les deux entités : Action Recyclage gardant la partie gravats, bétons, terres végétales, argiles et enrobés, tandis que Véolia récupérerait la partie déchets non dangereux issus des activités économiques et bois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que les activités relevant de Veolia et d'Action Recyclage soient physiquement et administrativement distinctes.

Afin que le projet aboutisse, Veolia doit produire, au titre de l'article R. 512-68 du code de l'environnement, une demande de changement d'exploitant pour les rubriques listées supra. Cependant, il convient de justifier dans le même temps que les installations de chacune des deux entités juridiques répondront individuellement et de façon autonome aux attendus des arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) correspondants, notamment en termes de moyens incendie, rétention, gestion des eaux pluviales, points de rejet, entrées sur site, clôture... Il devra être justifié que les deux installations fonctionnent sans connexité, en toute indépendance (utilités...). Un récolement des dispositions des AMPG est donc nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite